Réf. : JO326101 & DO317001

Monsieur le Président,

Conformément à l'article L. 241-11 du code des juridictions financières je vous notifie le rapport d'observations définitives sur la communauté de communes du Pays de FIGEAC-CAJARC. La chambre a constaté qu'aucune réponse écrite ne lui a été transmise dans le délai prévu par la loi.

Il vous appartient de communiquer ce document à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion.

Conformément à la loi, cette communication doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée et le rapport, assorti le cas échéant des réponses reçues, doit être joint à la convocation adressée aux membres de celle-ci. Il donnera lieu à un débat lors de sa présentation.

Vous voudrez bien me tenir informé des conditions de cette communication par tout moyen à votre convenance, par exemple en m'adressant copie d'un extrait du procès-verbal des débats ou du relevé des délibérations.

Je vous rappelle que ces observations sont, selon les dispositions de l'article R. 241-17 du code précité, communicables aux tiers dès qu'a eu lieu la première réunion de l'assemblée délibérante suivant leur réception.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président, Jean-Philippe VACHIA

Monsieur Martin MALVY,

Président de la communauté de communes

du Pays de FIGEAC-CAJARC

13, boulevard Juskiewenski

46103 FIGEAC CEDEX

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES SUR LA GESTION

DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE FIGEAC-CAJARC

1 - LE PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Créée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1996, la communauté de communes du PAYS DE FIGEAC, devenue en 1998 communauté de communes du PAYS DE FIGEAC-CAJARC, regroupe au 31 décembre 2002, 30 communes. Elle a notamment pour objet l'aménagement de l'espace, le développement économique et la protection de l'environnement.

La cohérence du périmètre communautaire, au regard de son objet, ne ressort pas avec évidence. En effet deux communes enclavées ainsi que deux communes situées en périphérie immédiate (dont une commune du département voisin de l'Aveyron) n'appartiennent pas à la communauté, alors que des communes distantes de plus de 30 kms de la ville centre font partie de l'établissement public de coopération intercommunale.

Constituée sous l'empire de la loi du 6 février 1992, la communauté a, de fait, pu déroger, en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, au principe de la continuité territoriale des communes membres, qui est la règle pour les communautés nouvellement instituées. Sa composition, fondée sur le principe de la libre adhésion, reste ainsi calquée sur les circonscriptions administratives cantonales, sans que cela, selon l'explication reçue, préjudicie à la mise en oeuvre d'action ou de gestions par ailleurs mises en oeuvre par d'autres structures dans un cadre géographique différent.

Pour autant, il en résulte une complexité susceptible d'affecter la lisibilité des politiques locales.

2 - LES COMPETENCES TRANSFEREES

Les statuts de la communauté de communes adoptés en 1996, ont été remaniés les années suivantes avant qu'une délibération du 14 mars 2001 ne les modifie pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements publics de coopération intercommunale ayant opté pour le système fiscal de la taxe professionnelle unique (TPU).

Le transfert de compétences s'est effectué conformément aux dispositions de l'article L.5214-16 du code général des collectivités territoriales qui impose aux communautés de communes l'exercice, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, de compétences dans trois domaines dont deux obligatoires et un optionnel, à charge pour les communes membres d'en définir le contenu.

En matière de développement économique les statuts de la communauté précisent que le transfert concerne " tous les aménagements, l'entretien et la gestion de zones d'activités économiques d'intérêt communautaire (...) " ainsi que " les actions de développement économique d'intérêt communautaire (...) "

A cet égard, la chambre relève que l'intérêt communautaire dont le principe a été posé dans la loi du 6 février 1992 avant d'être renforcé par la loi du 12 juillet 1999, n'a pas fait l'objet d'une définition, alors qu'il constitue un élément du pacte statutaire permettant de fixer une ligne de partage stable entre les compétences communautaires et celles qui demeurent de nature communale.

Si l'on doit comprendre, comme l'indique le Président de la communauté de communes, que le développement économique concerne la zone d'activités de la BLANCARDIE et des BORMES sur les communes de CAMES et de LISSAC et MOURET, à l'exclusion de toute autre zone d'activités, alors, la rédaction des statuts mériterait d'être corrigée, notamment par la mise au singulier du terme " zone ".

La chambre a pris acte de ce qu'une réflexion est en cours pour préciser l'intérêt communautaire de la compétence dévolue en matière d'actions de développement économique, en particulier des actions contribuant au maintien du commerce en milieu rural.

Elle rappelle qu'en application d'une part, du principe de spécialité qui régit tous les établissements publics, un EPCI ne peut intervenir dans le champ des compétences que les communes ont conservé, du principe d'exclusivité d'autre part, l'EPCI est le seul à pouvoir agir dans le domaine des compétences qui lui ont été transférées. Ceci milite pour une définition aussi précise que possible des compétences d'intérêt communautaire.

3 - LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

L'analyse rétrospective montre que de 1998 à 2001, la communauté de communes a dégagé une capacité d'autofinancement suffisante pour financer ses investissements sans recourir à l'emprunt.

Cette situation financière satisfaisante doit toutefois être corrigée sur deux points :

En premier lieu, le redressement, en 2001, de l'excédent brut de fonctionnement (produits de gestion -charges de gestion) qui a augmenté de 6 MF (0,915 ME) par rapport à 2000, s'avère en réalité moins favorable, la communauté ayant reporté le paiement de la dotation de solidarité due à la ville de FIGEAC, 3,5 MF (0,534 ME), sans que cette dette figure dans la comptabilité.

En second lieu, la communauté a financé, en 2000, ses investissements par le fonds de roulement dont le montant n'était plus, à la fin de l'exercice que de 0,276 MF (0,04 ME) ; en 2001, le fonds de roulement aurait été reconstitué puisqu'il s'élevait, selon les données du compte de gestion, à 3,545MF (0,540 ME)

Or, si la subvention due à la ville de FIGEAC avait figuré, comme cela aurait dû être le cas, au bilan, le fonds de roulement n'aurait plus été que de 44 000 F (6 707 euros)

Même s'il a été expliqué que la dette envers la ville de FIGEAC a été remboursée à la fin de 2002, la chambre rappelle que le rattachement des charges à l'exercice est une obligation comptable qui vise à intégrer au résultat d'un exercice toutes les causes d'appauvrissement constatées au cours de cet exercice.

L'évolution, sur la période 1998-2001, de la situation financière de la communauté de communes marquée, notamment, par la diminution des ressources stables, doit être corrigée à compter de 2003 par l'adoption du régime fiscal de la taxe professionnelle unique (TPU) qui a pour effet d'augmenter le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et par l'application de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur l'ensemble du territoire communautaire.

Ces mesures, jointes à la souscription d'un emprunt, devraient se traduire par une amélioration de la capacité d'autofinancement et une reconstitution du fonds de roulement.

4 - L'AMENAGEMENT DU CENTRE MULRI-SERVICES DE FAYCELLES.

4-1 Le marché de maîtrise d'oeuvre.

Alors que l'aménagement du centre multi-services de FAYCELLES est terminé depuis le mois de juin 1999 et que les derniers règlements relatifs aux travaux ont été mandatés au mois de décembre 2000, le marché de maîtrise d'oeuvre n'était toujours pas soldé deux ans plus tard. Cet oubli serait réparé en 2003.

4-2 Les marchés de travaux.

Si la conclusion des marchés de travaux n'appelle pas de remarques particulières, il n'en va pas de même de la procédure retenue pour la réalisation des travaux supplémentaires que la communauté de communes a décidé d'ajouter aux prestations initiales.

Pour ce faire, elle a conclu des avenants avec des entreprises titulaires de trois lots mais elle leur a également payé des travaux supplémentaires sur simples factures.

D'autres entreprises sont également intervenues pour des prestations évaluées à 104 726,48 F (15 965,45 euros)

Pour cette opération, la communauté de communes n'a pas respecté les dispositions d'une part, de l'article 272 du code des marchés publics applicable à l'époque qui précise que " la collectivité ou l'établissement est tenu de déterminer aussi exactement que possible les spécifications et la consistance des prestations avant tout appel à la concurrence ou à la négociation " d'autre part, de l'article 255 bis selon lequel " lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant fixé par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion

d'un avenant (...) "

4-3 Le litige avec deux entreprises.

Faisant suite à la réception du décompte général, deux entreprises ont transmis au maître d'ouvrage une réclamation visant à obtenir le paiement d'un surcoût pour des travaux exécutés dans le cadre du marché et le remboursement de frais financiers afférents à ce surcoût.

Les travaux ayant été acceptés sans réserve par le maître d'ouvrage, celui-ci a eu recours, pour régler les deux litiges, à une transaction aux termes de laquelle les deux entreprises ayant abandonné leurs prétentions à obtenir le remboursement de leurs frais financiers, la communauté de communes acceptait de payer le surcoût des travaux.

Si le contrat de transaction dont les principes ont été rappelés par le Conseil d'Etat dans son avis du 22 novembre 2002, a pour effet de mettre fin à une contestation, il ne peut, ainsi qu'en a jugé le tribunal administratif de LYON, le 6 octobre 1999, " permettre aux parties de se soustraire à l'application des dispositions du livre III du code des marchés publics. "

Au cas d'espèce, la communauté de communes s'est soustraite au code des marchés publics puisqu'elle a payé, par le biais de la transaction, d'une part, des prestations supplémentaires qui étaient en principe, aux termes du marché, incluses dans le prix initial, d'autre part, des prestations qui auraient dû faire l'objet d'un avenant.

La chambre estime que la communauté de communes n'a pas suivi avec suffisamment d'attention la réalisation de cette opération ; elle prend acte toutefois de l'engagement de l'ordonnateur à faire preuve, à l'avenir, de davantage de vigilance.

5 - LES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AVEC LE CENTRE CULTUREL INTERCOMMUNAL

La chambre a constaté que la convention générale conclue le 22 octobre 1999 entre l'établissement public et l'association qui a bénéficié, en 2001, d'une subvention hors équipement de près 1,6 MF (0,24 ME), ne répond pas complètement aux dispositions combinées de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, selon lesquelles " l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 euros doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention déterminée ".

Une négociation actuellement en cours, devrait aboutir à une rédaction conforme à la réglementation.

PAS DE REPONSE DE L'ORDONNATEUR